



Direct Energie

Comptes annuels 2013

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT	3
BILAN - ACTIF	4
BILAN - PASSIF.....	5
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS.....	6
NOTE 1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	6
NOTE 2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	13
NOTE 3. CHIFFRE D'AFFAIRES	14
NOTE 4. PRODUCTION IMMOBILISEE, SUBVENTIONS, REPRISES DE PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES	15
NOTE 5. CHARGES EXTERNES.....	15
NOTE 6. IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	16
NOTE 7. CHARGES DE PERSONNEL.....	17
NOTE 8. AUTRES CHARGES	17
NOTE 9. RESULTAT FINANCIER	17
NOTE 10. RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	18
NOTE 11. IMPÔTS.....	19
NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	19
NOTE 13. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20
NOTE 14. STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION	21
NOTE 15. CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	21
NOTE 16. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	23
NOTE 17. CAPITAUX PROPRES	23
NOTE 18. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	24
NOTE 19. DETTES FINANCIERES	25
NOTE 20. DETTES DIVERSES ET COMPTES DE REGULARISATION PASSIF.....	26
NOTE 21. ENGAGEMENTS HORS-BILAN	27
NOTE 22. SITUATION FISCALE.....	29
NOTE 23. INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES.....	30
NOTE 24. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	32
NOTE 25. ELEMENTS RELATIFS AUX ENTREPRISES ET PARTIES LIEES.....	32
NOTE 26. REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	33
NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	33
NOTE 28. COMPTES CONSOLIDES	33
NOTE 29. EVENEMENTS POST CLÔTURE	33

COMPTES DE RESULTAT

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2013	2012
Ventes de marchandises		605 521	773 710
Production vendue - services		448 589	413 995
Chiffres d'affaires	3	1 054 110	1 187 705
Production immobilisée		1 382	1 134
Subventions d'exploitation		69	31
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	4	29 547	30 161
Autres produits		3 307	1 358
PRODUITS D'EXPLOITATION		1 088 414	1 220 390
Achats de marchandises		530 415	723 815
Variation de stock (marchandises)	5.1	3 540	4 720
Achats de matières premières et autres approvisionnements		373 609	338 258
Autres achats et charges externes	5.2	38 573	45 796
Achats et charges externes		946 137	1 112 589
Impôts, taxes et versements assimilés	6	44 343	46 540
Salaires et traitements		15 449	20 693
Charges sociales		6 809	9 914
Charges de personnel	7	22 258	30 607
Dotations aux amortissements sur immobilisations		20 024	27 919
Dotations aux provisions sur immobilisations		-	-
Dotations aux provisions sur actif circulant		18 660	16 314
Dotations aux provisions pour risques et charges		6 183	7 759
Dotations d'exploitation		44 867	51 991
Autres charges	8	16 584	24 627
CHARGES D'EXPLOITATION		1 074 189	1 266 353
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 226	(45 963)
Produits financiers de participations		498	1 920
Autres intérêts et produits assimilés		639	975
Reprises sur provisions et transferts de charges		17 390	7 702
Différences positives de change		1	6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		54	231
PRODUITS FINANCIERS		18 580	10 834
Dotations financières aux amortissements et provisions		271	14 551
Intérêts et charges assimilées		16 537	4 197
Différences négatives de change		1	4
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		7	699
CHARGES FINANCIERES		16 816	19 451
RESULTAT FINANCIER	9	1 765	(8 617)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		15 990	(54 580)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		35	36 313
Produits exceptionnels sur opérations en capital		831	72 853
Reprises exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	25 744
PRODUITS EXCEPTIONNELS		866	134 910
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		584	36 219
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		356	41 133
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	6 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES		940	83 852
RESULTAT EXCEPTIONNEL	10	(73)	51 057
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		234	
Impôts sur les bénéfices	11	1 026	(300)
BENEFICE OU PERTE		14 657	(3 223)

BILAN - ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2013			31/12/2012
		Brut	Amort. et dep.	Net	Net
Concessions, brevets et droits similaires		6 763	(5 334)	1 429	2 330
Autres immobilisations incorporelles		124 103	(101 491)	22 611	28 263
Immobilisations en cours		307	-	307	1 002
Immobilisations incorporelles	12	131 173	(106 825)	24 348	31 594
Terrains		-	-	-	-
Constructions		-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles		5 378	(4 461)	917	1 258
Immobilisations en cours		-	-	-	-
Immobilisations corporelles	12	5 378	(4 461)	917	1 258
Participations		14 118	(1 255)	12 863	13 034
Créances rattachées à des participations		16 469	-	16 469	16 735
Autres immobilisations financières		4 902	-	4 902	31 508
Immobilisations financières	13	35 490	(1 255)	34 235	61 277
ACTIF IMMOBILISE		172 041	(112 542)	59 500	94 130
Matières premières, approvisionnements		-	-	-	-
Marchandises		11 206	-	11 206	14 746
Stocks et En-cours	14	11 206	-	11 206	14 746
Fournisseurs - Avances et acomptes versés sur commande		160	-	160	160
Clients et comptes rattachés		143 409	(18 737)	124 672	123 719
Autres créances		37 854	-	37 854	36 517
Créances	15.1	181 422	(18 737)	162 686	160 396
Valeurs mobilières de placement	16	839	-	839	847
Autres titres conférant un droit de propriété	16	-	-	-	-
Disponibilités	16	33 683	-	33 683	57 743
Charges constatées d'avance	15.2	2 652	-	2 652	2 281
Disponibilités et divers		37 175	-	37 175	60 871
ACTIF CIRCULANT		229 803	(18 737)	211 066	236 013
TOTAL ACTIF		401 844	(131 278)	270 566	330 142

BILAN - PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Capital social ou individuel		4 008	4 657
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		4 994	26 465
Report à nouveau		(3 440)	(217)
Résultat de l'exercice		14 657	(3 223)
CAPITAUX PROPRES	17	20 219	27 682
Provisions pour risques		4 837	8 550
Provisions pour charges		559	417
Provisions pour risques et charges	18	5 396	8 967
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		271	242
Emprunts et dettes financières divers		4 969	32 900
Dettes financières	19	5 240	33 142
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		103 413	107 666
Dettes fiscales et sociales		100 331	101 055
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		45	18 207
Autres dettes		19 728	26 635
Dettes diverses	20.1	223 517	253 562
Produits constatés d'avance	20.2	16 193	6 789
DETTES		250 347	302 460
TOTAL PASSIF		270 566	330 142

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

La fusion-absorption de Direct Energie par Poweo a été approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 juillet 2012 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de Commerce.

L'Assemblée Générale Mixte du 11 juillet 2012 a approuvé le changement de dénomination sociale de Poweo en Poweo Direct Energie. L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2013 a approuvé le changement de dénomination sociale de Poweo Direct Energie en Direct Energie.

Direct Energie (« la Société »), maison-mère du Groupe Direct Energie, est un fournisseur alternatif d'énergie pour les particuliers, les petites entreprises, les réseaux multi-sites et les collectivités locales.

Note 1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Direct Energie présente ses comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par le Plan Comptable Général issu du règlement n° 99-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 et complété des règlements subséquents. Les états financiers et les notes annexes aux états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1.1 Utilisation d'estimations et de jugements

L'établissement des états financiers nécessite le recours par la Société à des estimations et jugements qui affectent les montants inscrits dans les états financiers et les notes annexes. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les montants qui figureront dans les états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales méthodes comptables au titre desquelles la Société a recours à des estimations et jugements sont : l'évaluation des provisions pour risques et charges, le chiffre d'affaires relatif à l'énergie livrée, non relevée, non facturée et la détermination des valeurs actuelles de certaines immobilisations dans le cadre de tests de dépréciation.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations dont dispose la Société, sur la base des informations existantes à la date de clôture des comptes.

1.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Ce poste est principalement composé de coûts d'acquisitions des clients, de logiciels et de concessions, brevets et droits similaires. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les coûts d'acquisitions des clients correspondent aux dépenses encourues par la société et directement affectables à des contrats signés avec des clients. Ces dépenses sont principalement constituées des commissions versées aux prestataires de vente et des frais de traitement de dossier lors de l'activation. Dès lors que la Société estime que ces contrats clients généreront des avantages économiques futurs pour la société, ces dépenses sont enregistrées en immobilisations incorporelles.

Certains frais de développement de projets, principalement informatiques, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsqu'ils satisfont à des conditions précises notamment sur la faisabilité technique et la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs.

Les dépenses de recherches sont comptabilisées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées des aménagements des locaux, du matériel informatique et du mobilier de bureau. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires.

Lorsque les éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, l'actif est comptabilisé globalement. Si, dès l'origine, un ou plusieurs éléments ont chacun des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre.

1.2.3 Amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement sont fondées sur les durées d'utilité déterminées en fonction de l'utilisation attendue des immobilisations. Les principales durées d'utilité s'inscrivent dans les fourchettes suivantes :

- Coûts d'acquisition des clients	Linéaire 4 ans
- Logiciels et autres immobilisations incorporelles	Linéaire 3 à 5 ans
- Installations générales, aménagements divers	Linéaire 3 à 10 ans
- Matériel informatique	Linéaire 3 ans
- Mobilier de bureau	Linéaire 4 ans

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans la ligne « Dotations aux amortissements sur immobilisations ».

1.2.4 Dépréciations

A chaque clôture, la Société apprécie s'il existe des indices de perte de valeur des immobilisations. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif immobilisé à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité du bien pour l'entreprise. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable.

Les dotations aux dépréciations sont comptabilisées au compte de résultat dans la ligne « Dotations aux dépréciations sur immobilisations ».

1.3 Immobilisations financières

1.3.1 Titres de participation

Les titres de participation sont des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle sur la société émettrice et permettent d'établir des relations d'affaires. Ils sont comptabilisés initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais accessoires directement liés.

Une provision pour dépréciation peut être constituée sur les titres en fonction de leur valeur d'utilité à la clôture. Cette valeur d'utilité est déterminée selon des règles multicritères qui tiennent compte notamment de la situation nette des sociétés émettrices et des perspectives de rentabilité à moyen terme.

1.3.2 Créances rattachées à des participations

Il s'agit essentiellement de financements par la Société des besoins de trésorerie des filiales du groupe afin de permettre leur développement interne et externe. Elles sont comptabilisées à leur valeur nominale. En liaison avec l'évaluation des titres de participations, une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'utilité de ces créances devient inférieure à leur valeur nominale.

1.3.3 Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières comprennent principalement :

- des dépôts de garantie versés en couverture de risques liés aux opérations réalisées sur l'activité « vente en gros ». Ces dépôts sont révisés régulièrement avec les contreparties de la Société en fonction des opérations en cours et de la volatilité du marché. Le montant figurant au bilan correspond à la valorisation de ces dépôts au dernier jour de l'exercice ;
- des dépôts réalisés au titre des contrats de fourniture d'électricité et de gaz auprès des contreparties de la Société, y compris envers la Caisse des Dépôts et Consignations au titre de l'Arenh ;
- des dépôts de garantie versés dans le cadre des locations immobilières des locaux de la Société.

1.4 Stocks et en-cours

Les stocks sont composés essentiellement de gaz.

Le stock de gaz est valorisé à l'entrée au coût moyen d'achat intégrant les frais de transport et les sorties sont valorisées mensuellement selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré. A la clôture, la Société prend en compte les perspectives de prix et de consommation pour déterminer la valeur probable de réalisation des stocks et comptabilise le cas échéant une dépréciation lorsque celle-ci est inférieure au coût moyen pondéré.

1.5 Créances d'exploitation

1.5.1 Clients et comptes rattachés

Les créances client sont inscrites à leur valeur nominale. Elles intègrent le montant des factures à établir relatives à l'énergie livrée, relevée et non facturée et celles relatives à l'énergie livrée non relevée et non facturée.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation statistique qui prend en compte l'ancienneté des créances et les données historiques de recouvrement de la Société.

La Société reconnaît une perte sur créance irrécouvrable dès lors qu'elle reçoit de la part de ses prestataires de recouvrement un certificat d'irrécouvrabilité ou, dans le cas d'un client professionnel, des conséquences d'une procédure collective.

1.5.2 Autres créances

Les autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles comprennent principalement des créances liées à la taxe sur la valeur ajoutée.

Une provision pour dépréciation des autres créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable.

1.6 Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement sont principalement constituées de SICAV monétaires et sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les moins-values latentes sont intégralement provisionnées sans compensation avec les gains potentiels non comptabilisés.

1.7 Charges constatées d'avance

Dans le cadre de l'affectation d'énergie par le gestionnaire du réseau et sur la base de relèves d'index encadrant la période de consommation, des ajustements peuvent être comptabilisés en charges constatées d'avance ou en dettes fournisseurs selon le sens de ces ajustements.

1.8 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées par la Société si les trois conditions suivantes sont remplies :

- il existe une obligation actuelle vis-à-vis d'un tiers (juridique ou implicite) qui résulte d'un événement passé, antérieur à la date de clôture ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Dans des cas extrêmement rares, il se peut qu'une provision ne puisse être comptabilisée par manque d'estimation fiable. Cette obligation est alors indiquée dans les notes annexes en tant que passif éventuel.

1.9 Provisions pour avantages du personnel

Conformément à l'option offerte par l'avis du Comité d'Urgence du CNC n°2000-A du 6 juillet 2000, la Société inscrit à son passif sous forme de provision les engagements accordés au personnel correspondant au versement d'indemnité de fin de carrière déterminées en fonction de la convention collective en vigueur au sein de la Société.

Il n'existe pas d'autre engagement de la Société envers le personnel susceptible de faire l'objet de provisions.

La valorisation du montant de ces indemnités est effectuée sur la base d'évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédits projetées. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, de projection de salaires qui tiennent compte des facteurs propres à la Société ainsi que de facteurs macro-économiques (taux d'inflation, taux d'actualisation, etc.).

1.10 Dettes financières et autres dettes

Les dettes financières et les autres dettes diverses de la Société sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

1.11 Opérations à terme

La Société conclut, dans le cadre de son activité, des achats et ventes à terme d'électricité et de gaz sur le marché de gré à gré ou sur un marché organisé (EEX Power Derivatives, Powernext).

Les montants nominaux des contrats constituent des engagements hors bilan présentés dans la note 21 des annexes.

Les variations de valeur des contrats sont enregistrées de façons différentes selon qu'elles s'inscrivent ou non dans le cadre d'opérations de couverture.

Une opération n'est qualifiée de couverture que si elle présente les caractéristiques suivantes :

- Elle a pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- L'élément couvert peut être un actif, un passif, un engagement existant ou une transaction future non encore matérialisée par un engagement si cette transaction est définie avec précision et possède une probabilité suffisante de réalisation ;
- L'identification du risque à couvrir est effectuée après la prise en compte des autres actifs, passifs et engagements ;

- Une corrélation est établie entre les variations de valeur de l'élément couvert et celles du contrat de couverture ; en effet, la réduction du risque résulte d'une neutralisation totale ou partielle, recherchée, a priori, entre les pertes éventuelles sur l'élément couvert et les gains sur les contrats négociés en couverture.

Les contrats qualifiés de couverture sont identifiés et traités comptablement en tant que tels dès leur origine et ils conservent cette qualification jusqu'à leur échéance ou leur dénouement. Les variations de valeur de ces contrats sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur cet élément. Par conséquent, l'impact de ces contrats de couverture est enregistré en résultat d'exploitation au fur et à mesure des livraisons d'énergie couvertes.

Pour les contrats non qualifiés de couverture :

- Sur les marchés organisés, les variations de valeur des contrats sont portées au compte de résultat en charges d'exploitation ou chiffre d'affaires.
- Sur les marchés de gré à gré, les gains et pertes latentes sur contrats n'interviennent pas dans la formation du résultat. Si l'ensemble des transactions de gré à gré non qualifiées de couverture engendre une perte latente, celle-ci entraîne la constitution d'une provision.

1.12 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose entre une activité de « vente au détail » et une activité de « vente en gros ». L'activité de détail correspond à la fourniture d'énergie aux utilisateurs finaux ainsi qu'à des prestations liées à l'acheminement de cette énergie tandis que l'activité de vente en gros représente les livraisons d'énergie sur le réseau français réalisées lors d'opérations sur un marché organisé ou de gré à gré avec d'autres opérateurs de marché.

La Société constate un produit quand :

- l'existence du contrat est acquise ;
- la livraison a eu lieu ou la prestation de service est achevée ;
- le prix est fixé ou déterminable ;
- le caractère recouvrable des créances est probable.

Pour la détermination des quantités d'énergie livrée de l'activité de détail, la Société est amenée à estimer ces quantités en se basant notamment sur :

- des profils de consommation des clients de la société ;
- des données de consommation des clients transmises par les gestionnaires de réseau ;
- des informations extérieures telles que les températures réalisées ;

- des données relatives au volume d'énergie affecté à la société par le gestionnaire du réseau.
La détermination de ces quantités s'appuie nécessairement sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur les comptes.

Pour les opérations de l'activité de gros, le chiffre d'affaires est reconnu à la date de leur dénouement à savoir à la livraison physique.

1.13 Impôts

Les impôts sont comptabilisés selon la méthode de l'impôt exigible.

Note 2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1 Annulation des actions auto détenues

Conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2013, le Conseil d'Administration de Direct Energie a décidé l'annulation des 7 541 290 actions (16,2% du capital social) auto-détenues par la société à la suite de la fusion entre Poweo et Direct Energie. Après la réalisation effective de cette annulation et compte tenu de la souscription d'actions nouvelles de la Société par des détenteurs de bons, le capital social de Direct Energie s'élève désormais à 4 008 196,50€.

2.2 Fusion opérationnelle et reprise de la conquête commerciale

Après une stabilisation volontaire de son parc afin de mener à bien la fusion opérationnelle, la Société a relancé une stratégie de conquête commerciale soutenue par une campagne de communication nationale. Le développement continu des offres permet au groupe d'adresser tous les segments de consommateurs du particulier aux grandes entreprises.

Le prix « Elu service client de l'année 2014 » a été attribué à Direct Energie dans la catégorie « Fournisseur d'électricité et de gaz ». Depuis sa création en 2008, Poweo et Direct Energie se sont successivement partagées tous les trophées « Elu service client de l'année » démontrant que la Société place la qualité de sa relation client au cœur de sa stratégie de différenciation sur le marché.

2.3 Transmission Universelle de Patrimoine

En janvier 2013, les sociétés Gaz de Normandie, Poweo Services et Posilys, détenues préalablement à 100% par la Société, ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine

2.4 Remboursement d'avances en compte courant

Conformément aux dispositions du contrat régissant les avances consenties par certains actionnaires et suite à la décision du Conseil d'Administration réuni le 18 septembre 2013, le remboursement des avances a été effectué sur l'exercice 2013.

2.5 Comparabilité des exercices

Pour rappel, l'opération de fusion par absorption de Direct Energie par Poweo a été approuvée par les Assemblées Générales des deux sociétés le 11 juillet 2012 rendant cette fusion effective. En application de l'article L. 236-4 du Code de commerce, le traité de fusion prévoyait un effet rétroactif au plan comptable et au plan fiscal au 1^{er} janvier 2012. En conséquence, les résultats de toutes les opérations effectuées par Direct Energie à compter du 1^{er} janvier 2012 jusqu'à la date effective de réalisation de la fusion (période intercalaire) ont été reprises en 2012 dans la comptabilité de Poweo au titre de la période intercalaire. Les deux exercices sont donc comparables.

Note 3. CHIFFRE D’AFFAIRES

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Ventes d'électricité aux utilisateurs finaux	297 165	270 613
Reventes d'électricité - activité de gros	56 341	240 948
Vente de gaz aux utilisateurs finaux	116 828	118 688
Revente de gaz, CO2 et pétrole- activité de gros	135 187	143 462
Fourniture d'électricité et de gaz	605 521	773 710
Facturation acheminement pour le compte de tiers - électricité	237 529	226 312
Facturation acheminement pour le compte de tiers - gaz	46 009	45 074
CSPE	75 564	50 870
TCFE et autres taxes	45 181	44 761
Refacturation de frais aux clients	3 796	3 223
Facturation de services annexes	12 991	15 926
Autres prestations de services	27 519	27 828
Prestation de services et autres	448 589	413 995
Chiffre d'affaires total	1 054 110	1 187 705

Le Chiffre d’Affaires « Fourniture d’électricité et de gaz » est constitué :

- de l’électricité et du gaz livrés à destination des clients finaux, essentiellement constitués de clients profilés. Les clients profilés sont des clients qui ont une consommation individuelle plus faible que les télé-relevés qui ne justifie pas la télé-relève par le gestionnaire de transport ou de distribution. Leur consommation est d’abord estimée puis révisée au relevé visuel du compteur effectué environ deux fois par an.
- de l’électricité et du gaz livrés sur les marchés de gros (livraison sur les points notionnels des réseaux de transport).

La Taxe sur la Consommation Finale d’Electricité (TCFE) a été instaurée par la loi NOME au 1^{er} janvier 2011 et a remplacé les Taxes Locales. La TCFE est facturée au client final mais le redevable de cette taxe est le fournisseur d’énergie, dès lors il convient de faire apparaître cette taxe en chiffre d’affaires et en impôts et taxes, ce qui n’était pas le cas pour le dispositif antérieur de Taxes Locales pour lesquelles le redevable était le consommateur final.

La refacturation de frais aux clients est principalement constituée de l’ensemble des frais de gestion répercutés aux clients suite à des incidents de paiements ou à des demandes des clients.

Les facturations des services annexes sont notamment composées des Options et Packs souscrits par les clients qui viennent en complément de leur contrat de fourniture d’énergie. Ces Options permettent aux clients de profiter d’avantages spécifiques (service client dédié, assurance dépannage...).

Note 4. PRODUCTION IMMOBILISEE, SUBVENTIONS, REPRISES DE PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Production immobilisée	1 382	1 134
Subventions d'exploitation	69	31
Reprise de provisions pour risques et charges	9 962	12 083
Reprises de provisions coûts d'acquisition des clients	-	-
Reprises de provisions créances douteuses	18 593	17 454
Transfert de charges	992	625
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	29 547	30 161
Prestations sur taxes locales	561	352
Produits divers de gestion courante	2 746	1 007
Autres produits	3 307	1 358
Production immobilisée, reprises de provisions et transfert de charges	34 305	32 685

La Production immobilisée correspond à l'activation des charges de personnel directement affectables à la production d'immobilisations pour la Société. Ce montant comprend essentiellement les charges de personnel des effectifs des services internes dédiés aux systèmes d'informations.

Note 5. CHARGES EXTERNES

5.1 Achats

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Achats d'électricité à terme	258 608	471 145
Achats d'électricité spot	64 305	24 235
Achats gaz	200 846	215 578
Achats Pétrole	320	(1 421)
Achats CO2	-	4 495
Charge de réconciliation des flux électriques	(42)	3 756
Autres frais liés aux achats d'énergie	6 378	6 027
Achats de marchandises	530 415	723 815
Variation de stock de marchandises	3 540	4 720
Variation de stock - marchandises	3 540	4 720
Acheminement électricité	238 641	226 312
Transport, Stockage, Distribution gaz	59 404	61 075
CSPE	75 564	50 870
Autres approvisionnements	373 609	338 258
Achats	907 564	1 066 793

5.2 Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Charges liées aux services annexes	1 852	2 047
Sous-traitance	12 329	13 063
Location et charges locatives	4 182	5 862
Honoraires	8 530	13 384
Publicité / Communication	2 249	1 071
Frais postaux et telecom	3 634	2 821
Frais bancaires	1 307	2 176
Autres	4 490	5 372
Autres achats et charges externes	38 573	45 796

Au cours de l'exercice, la Société a engagé des dépenses pour acquérir des clients. Une partie de ces charges constitue une immobilisation incorporelle et est inscrite à l'actif du bilan. Au cours de l'exercice, la Société est en mesure de distinguer la part des dépenses à inscrire en charges de celle à inscrire à l'actif et n'utilise donc pas un compte de transfert de charges. Au cours de l'exercice 2013, 8,0 millions d'euros d'autres achats et charges externes ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles (représentés principalement par les charges de rémunération des distributeurs, d'affranchissements et de service client externalisé). Ce montant était de 4.3 millions d'euros en 2012.

Note 6. IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Impôts et taxes sur rémunérations	440	555
Autres impôts et taxes (administration et impôts)	1 144	702
Contribution sociale de solidarité et autres	939	504
TCFE et autres taxes sur le chiffre d'affaires	41 820	44 778
Impôts et taxes	44 343	46 540

La Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) a été instaurée par la loi NOME au 1^{er} janvier 2011 et a remplacé les Taxes Locales d'Electricité. La TCFE est facturée au client final mais le redevable de cette taxe est le fournisseur d'énergie, dès lors il convient de faire apparaître cette taxe en chiffre d'affaires et en impôts et taxes.

Note 7. CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Salaires et traitements	15 449	20 693
Charges sociales	6 809	9 914
Charges de personnel	22 258	30 607

L'évolution des effectifs moyens sur les deux derniers exercices est la suivante :

	2013	2012
Cadres	197	232
Employés et agents de maîtrise	83	103
Effectif moyen	280	335

Note 8. AUTRES CHARGES

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Jetons de présence	120	(60)
Pertes sur créances irrécouvrables	16 349	24 667
Autres charges de gestion	116	20
Autres charges	16 584	24 627

En 2013, les pertes sur créances irrécouvrables sont présentées nettes de la compensation reçue d'ErDF correspondant à la part acheminement des impayés pour un montant de 3.4 millions d'euros conformément au nouveau contrat en vigueur avec cette société.

Note 9. RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Reprises sur provisions	17 390	7 702
Revenus des comptes courants consentis aux filiales	498	903
Plus-values sur reventes de valeurs mobilières de placement	54	231
Différences positives de change	1	6
Autres produits financiers	639	1 991
Produits financiers	18 580	10 834
Dotations financières aux provisions	(271)	(14 551)
Intérêts des comptes courants	(944)	(2 380)
Intérêts sur comptes bancaires ou caution	(1 099)	(1 818)
Différences négatives de change	(1)	(4)
Autres charges financières	(14 502)	(699)
Charges financières	(16 816)	(19 451)
Résultat financier	1 765	(8 617)

Les reprises sur provisions concernent les comptes courants des sociétés ayant fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine en 2013 pour un montant de 14,14, millions d'euros et les titres auto-détenus pour 3,24 millions d'euros, suite à leur annulation au cours de l'exercice.

La charge d' « Intérêts des Comptes Courants » est liée à l'avance de 60 millions d'euros initialement consentie à Direct Energie par ses trois actionnaires de référence. Conformément aux termes de cette avance en compte courant, 30 millions d'euros en principal ont été remboursés à la fin de l'exercice 2012, le solde a été remboursé en octobre 2013.

Les « Intérêts sur comptes bancaires et cautions » sont essentiellement constitués des intérêts sur cautions consenties à la demande de la Société par les établissements bancaires en faveur des contreparties de la Société : Caisse des Dépôts et Consignation dans le cadre de la fourniture de l'ARENH (Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique), réseaux de transport et de distribution et acteurs des marchés de gros notamment afin de couvrir les appels de marge liés aux variations des prix de marché et à l'énergie livrée non réglée. Dans certains cas, les établissements bancaires exigent d'être contre-garantis par les actionnaires de référence de la Société. Les montants perçus en 2013 par les actionnaires de référence au titre de ces contre-garanties sont de 0.4 millions d'euros.

Les autres charges financières correspondent essentiellement au mali de fusion enregistré lors de la Transmission Universelle de Patrimoine des sociétés Gaz de Normandie, Poweo Services et Posilys.

Note 10. RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Produit de cession des immobilisations	831	72 853
Reprises sur provisions et dépréciations	-	25 744
Autres produits exceptionnels	35	36 313
Produits exceptionnel	866	134 910
VNC des immobilisations cédées	(356)	(41 133)
Dotation aux provisions et dépréciations	-	(6 500)
Autres charges exceptionnelles	(584)	(36 219)
Charges exceptionnelles	(940)	(83 852)
Résultat exceptionnel	(73)	51 057

Le poste « Produit de cession des immobilisations » est essentiellement constitué par un complément de prix reçu relatif à la cession en 2012 des titres des sociétés CEPU et CEFA.

Note 11. IMPÔTS

Le calcul et la décomposition de la charge d'impôt, au taux normal de 33.33%, et du résultat net de l'exercice sont présentés ci-dessous :

	Resultat avant impôt	Impôt					Résultat net		
		Théorique au taux normal	Retraitements fiscaux	Reports déficitaires propres à imputer	Reports déficitaires intégration à imputer	Dû au taux normal	Contributions sur l'impôt	Théorique	Comptable
<i>En milliers d'euros</i>									
Resultat courant	15 990	5 330	(121)	(2 781)	(1 448)	979	110	10 661	14 901
Résultat exceptionnel	(73)	(24)	(277)	161	84	(57)	(6)	(49)	(10)
Participation des salariés	(234)	(78)	78	-	-	-	-	(156)	(234)
TOTAL	15 683	5 227	(320)	(2 620)	(1 365)	922	104	10 456	14 657

Note 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

12.1 Valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Reclass.	Aug.	Dim.	31/12/2013
Coûts d'acquisition des clients	93 111		7 989	-	101 100
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	25 955		5 386	1 575	29 766
Immobilisations en cours	1 002		2 580	3 275	307
Immobilisations incorporelles	120 068		15 955	4 850	131 173
Installations générales, agencements et divers	1 353	127	2	-	1 482
Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 068	(127)	33	79	3 896
Immobilisations en cours	-			-	-
Immobilisations corporelles	5 421		35	79	5 378
Immobilisations brutes	125 489		15 991	4 929	136 551

Compte tenu des perspectives de marché et des synergies prévues liées à la fusion, la Société a repris en 2012 l'activation des coûts d'acquisition client à partir de la fusion selon les modalités qui étaient appliquées dans la société Direct Energie.

Les immobilisations incorporelles en cours au 31/12/2013 concernent essentiellement les coûts relatifs à l'installation et au paramétrage de logiciels, pour la partie qui est encore en développement et non encore amortie.

Les diminutions d'immobilisations incorporelles en cours correspondent essentiellement au transfert, vers les comptes d'immobilisations incorporelles, des immobilisations en cours au 31/12/2012 et aux mises en services de projets informatiques.

Les diminutions d'immobilisations autres que les immobilisations en cours correspondent essentiellement à la mise au rebut de logiciels suite à la fusion des outils informatiques.

12.2 Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles se détaillent ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Reclass.	Aug.	Dim.	31/12/2013
Coûts d'acquisition des clients	68 780		14 684	1 313	82 151
Logiciels, autres immobilisations incorporelles	19 694		4 981	-	24 675
Immobilisations en cours	-		-	-	-
Immobilisations incorporelles	88 474		19 665	1 313	106 825
Installations générales, agencements et divers	854	(133)	122	-	842
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 309	133	237	61	3 619
Immobilisations en cours	-		-	-	-
Immobilisations corporelles	4 163		359	61	4 461
Amortissements et dépréciations	92 637	-	20 024	1 374	111 287
<i>Dont amortissements linéaires</i>			20 024		
<i>Dont amortissements dégressifs</i>			-		
<i>Dont dépréciations</i>			-		

Note 13. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

13.1 Valeur brute des immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Aug.	Dim.	31/12/2013
Titres de participation consolidés	25 876	100	13 787	12 188
Titres de participations non consolidés	1 930	-	-	1 930
Titres de participation	27 806	100	13 787	14 118
Créances rattachées à des participations	30 878	2 908	17 316	16 469
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Autres prêts	106	-	106	-
Dépôts et garanties	8 307	3 645	7 140	4 812
Actions propres	36 094	1 072	37 075	90
Autres immobilisations financières	44 507	4 716	44 322	4 902
Immobilisations financières brutes	103 191	7 724	75 425	35 490

La diminution des titres de participation et des créances rattachées à des participations est essentiellement liée à la Transmission Universelle de Patrimoine des sociétés Gaz de Normandie, Poweo Services et Posilys.

La diminution des actions propres est liée à l'annulation des 7 541 290 actions (16,2% du capital social) auto-détenues par la société à la suite de la fusion entre Poweo et Direct Energie, conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2013.

13.2 Provisions pour dépréciation des immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Dotation	Reprise		31/12/2013
			utilisée	non utilisée	
Participations	14 772	271	13 787	-	1 255
Créances rattachées à des participations	14 143	-	14 143	-	-
Autres immobilisations financières	12 999	-	9 756	3 243	-
Provisions sur immobilisations financières	41 914	271	37 687	3 243	1 255

Les reprises de provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées à des participations sont liées à la Transmission Universelle de Patrimoine des sociétés Gaz de Normandie, Poweo Services et Posilys.

Les reprises sur provision pour dépréciation des autres immobilisations financières sont relatives à l'annulation des actions auto-détenues.

Note 14. STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Aug.	Dim.	31/12/2013
Stocks	14 746		3 540	11 206
Stock - valeur brute	14 746	-	3 540	11 206
Dépréciation du stock	-	-	-	-
Stock - valeur nette	14 746	-	3 540	11 206

Le stock est constitué uniquement de gaz et n'a fait l'objet d'aucune dépréciation.

Note 15. CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

15.1 Créances clients et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Créances clients	101 116	58 280
Clients - factures à établir	42 293	84 108
Créances clients et comptes rattachés - valeur brute	143 409	142 389
Dépréciation des créances clients	(18 737)	(18 669)
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	124 672	123 719

Concernant les factures à établir des clients, la Société propose à ses clients une offre commerciale de mensualisation des paiements (montant mensuel fixe) lui permettant de lisser ses dépenses sur l'année. Avec cette offre, la Société ne facture le client qu'une fois par an lors de sa relève de compteur et effectue une régularisation du plan de mensualisation le cas échéant. Au 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé les mensualités payées par ces clients et déterminé également l'équivalent des factures qui auraient été émises pour les périodes correspondantes : le net de ces deux montants est présenté au sein de la rubrique « Factures à établir ».

La variation des provisions pour dépréciations des créances clients se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	Dotation	Reprise		31/12/2013
			utilisée	non utilisée	
Dépréciation des créances clients	18 669	18 660	18 593	-	18 736

15.2 Charges constatées d'avance

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Energie facturée non encore livrée	1 309	549
Charges générales diverses constatées d'avance	1 343	1 732
Charges constatées d'avances	2 652	2 281

L'énergie facturée non encore livrée correspond à certains contrats d'approvisionnements d'énergie qui sont facturés le mois précédent celui de la période de livraison.

15.3 Etat des échéances des créances

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	< 1 an	> 1 an
Créances rattachées à des participations	16 469	16 469	
Autres titres immobilisés	-	-	
Autres prêts	-	-	
Dépôts de garantie	4 812	4 407	404
Actif immobilisé	21 281	20 877	404
Fournisseurs, avances et acomptes versés	160	160	
Créances clients et comptes rattachés	143 409	143 409	
Personnel, sécurité sociale et autres organismes sociaux	9	9	
Etat - Taxes sur la valeur ajoutée	35 678	35 678	
Etat - Autres impôts et taxes	1 100	1 100	
Factor	-	-	
Débiteurs divers	1 067	1 067	
Actif circulant	181 422	181 422	-
Charges constatées d'avance	2 652	2 652	
Total	205 356	204 952	404

15.4 Produits à recevoir

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Clients - factures à établir	42 293	84 108
Rabais, remises, ristournes à obtenir	-	-
Etat - produits à recevoir	182	-
Divers - produits à recevoir	192	15
Produits à recevoir	42 667	84 123

Note 16. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
SICAV monétaires	839	847
Valeurs mobilières de placement	839	847
Disponibilités	33 683	57 743

Au 31 décembre 2013 comme au 31 décembre 2012, les SICAV monétaires sont intégralement nanties.

La plus-value latente sur les SICAV au 31 décembre 2013 s'élève à 9,0 K€.

Note 17. CAPITAUX PROPRES

17.1 Variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2012	affectation résultat	Augmentation Capital	Réduction Capital	Résultat de l'exercice	31/12/2013
Capital social	4 657	-	105	(754)		4 008
Prime d'émission	25 623	-	4 019	(24 648)		4 994
Prime de fusion	842	-	-	(842)		-
Report à nouveau	(217)	(3 223)	-	-		(3 440)
Résultat de la période	(3 223)	3 223	-	-	14 657	14 657
Capitaux propres	27 682	-	4 124	(26 244)	14 657	20 219

La réduction du capital est liée à l'annulation des 7 541 290 actions (16,2% du capital social) auto-détenues par la société à la suite de la fusion entre Poweo et Direct Energie, conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 9 décembre 2013.

17.2 Evolution du capital social

Le capital social est composé au 31 décembre 2013 de 40 081 965 actions ordinaires de même catégorie d'une valeur nominale de 0,1 euro chacune. Le capital social est entièrement libéré. La Société n'a émis ni autorisé aucune action de préférence.

L'évolution du capital social pendant l'exercice se détaille ainsi :

- Le Conseil d'administration en date du 18 septembre 2013 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 907,40 euros par l'émission de 9 074 actions nouvelles correspondant à l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, portant ainsi le capital de la somme de 4.657.385,00 euros à la somme de 4.658.292,40 euros
- Le Conseil d'administration en date du 11 décembre 2013 a constaté une augmentation de capital d'un montant de 104.033,10 euros par l'émission de 1.040.331 actions nouvelles correspondant à l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et de bons de souscription d'actions, portant ainsi le capital de la somme de 4.658.292,40 euros à la somme de 4.762.325,50 euros
- Le Conseil d'administration en date du 11 décembre 2013, agissant sur autorisation de l'Assemblée Générale mixte qui s'est tenue le 9 décembre 2013, a décidé d'une réduction du capital social non motivé par des pertes d'un montant de 754.129 euros pour le ramener de 4.762.325,50 euros à 4.008.196,50 euros par annulation de la totalité des 7.541.290 actions propres détenues par la Société à la suite de la fusion.

Note 18. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros	31/12/2012	TUP	Dotation	Reprise		31/12/2013
				utilisée	non utilisée	
Provisions pour risques	8 550	208	6 041	6 751	3 210	4 837
Provisions pour charges	417	-	143			559
Provisions pour risques et charges	8 967	208	6 183	6 751	3 210	5 396
<i>Dont exploitation</i>			6 183	6 751	3 210	
<i>Dont financier</i>						
<i>Dont exceptionnel</i>			-	-		
<i>Dont report à nouveau</i>			-			

La loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE) impose aux vendeurs d'énergie la promotion active de l'efficacité énergétique auprès de leurs clients. En fin de chaque période, les vendeurs d'énergie doivent justifier de l'accomplissement de leurs obligations par la détention d'un montant de certificats d'économie d'énergie (en KWh CUMAC) équivalent à leurs obligations, calculées en fonction des ventes d'énergie réalisées sur une période définie. Les certificats sont obtenus à la suite d'actions entreprises en propre par les opérateurs ou par l'achat à d'autres acteurs ayant mené des opérations d'économies d'énergie. En cas de non-respect de leurs obligations, les vendeurs d'énergie doivent s'acquitter d'une pénalité libératoire de 2 centimes d'euro par KWh CUMAC manquant.

- A l'issue de la première période (mi 2006 - mi 2009), la Société disposait d'un reliquat de 105 GWh CUMAC utilisable sur la prochaine période.
- Les textes définissant la 2ème période sont parus fin 2010 ; de ce fait la Société n'a pas eu d'obligation pour la période du 1er juillet 2010 au 31 décembre 2011. Le règlement n°2013-02 du 07 novembre 2013 a reporté d'un an l'échéance de la deuxième période, qui s'étend donc du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2014. Les obligations sont définies à partir d'un coefficient appliqué à certains volumes de vente d'électricité et de gaz sur la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2012. La

Société estimait son obligation pour la seconde période à 3,59 TWh CUMAC soit 2,4 TWh CUMAC au 31 décembre 2012 par proratisation sur 2 années. Les obligations de la Société étant remplies à hauteur de 1,35 GWh CUMAC au 31/12/2012, la Société a enregistré en 2012 une provision pour risques et charges portant sur 1,04 GWh CUMAC valorisés sur la base des derniers prix d'achat des contrats signés récemment avec des tiers, soit un montant total de 4 millions d'euros. Cette provision a été passée conformément au règlement de l'ANC 2012-04 que la Société a choisi d'appliquer par anticipation selon les modalités permises par ce texte.

Au cours de l'exercice 2013, une dotation complémentaire de 3.7 millions d'euros a été comptabilisée correspondant aux obligations au titre de l'année 2013 et une reprise de 6.2 millions d'euros a été enregistrée, la société ayant acheté des certificats pour un montant de 5.5 millions d'euros durant l'exercice, la part non utilisée de 0.7 millions d'euros étant liée à la baisse du prix de ces certificats.

Au 31/12/2013, la provision s'élève par suite à 1.4 millions d'euros.

Les autres dotations aux provisions pour charges concernent essentiellement des litiges avec des fournisseurs de la Société pour 0.8 millions d'euros et un risque de sous location de locaux non utilisés pour 1.0 million d'euros.

Les autres reprises aux provisions pour charges concernent essentiellement des litiges avec des fournisseurs de la Société pour 1.4 millions d'euros, dont 0.9 millions d'euros non utilisés et des reprises de provision pour risques sociaux et fiscaux de 2.1 millions d'euros, dont 1.6 millions d'euros non utilisés.

Les provisions pour charges correspondent aux provisions pour avantages du personnel de la Société. Les hypothèses actuarielles utilisées pour estimer l'engagement existant au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 3.17 % (inflation incluse) ;
- taux d'inflation de 2 % ;
- départ à la retraite à l'initiative du salarié ;
- taux de mobilité du personnel variable selon l'âge ;
- table de mortalité INSEE TD 2009-2011.

Note 19. DETTES FINANCIERES

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts bancaires	84	-
Concours bancaires	187	242
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit	271	242
Autres emprunts	813	234
Dettes financières diverses	4 157	32 665
Emprunts et dettes financières divers	4 969	32 900
Dettes financières	5 240	33 142

Les « Concours bancaires » au 31/12/2013 sont exclusivement composés d'intérêts courus à payer.

La baisse du poste « Dettes financières diverses » est liée au remboursement de l'avance en compte courant consentie par les membres du concert EBM, François Premier Energie et Impala pour un montant de 30 millions d'euros. Le solde de ce poste correspond essentiellement à des dépôts reçus.

Note 20. DETTES DIVERSES ET COMPTES DE REGULARISATION PASSIF

20.1 Dettes diverses

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs	52 357	62 359
Fournisseurs - factures non parvenues	51 055	45 307
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 413	107 666
Dettes fiscales	93 749	92 931
Dettes sociales	6 582	8 124
Dettes fiscales et sociales	100 331	101 055
Dettes sur immobilisations	45	18 207
Autres dettes	19 728	26 635
Dettes diverses	223 517	253 562

La baisse du poste de dettes sur immobilisations est liée au versement à Verbund du solde dû sur l'acquisition par Direct Energie de 46% des titres Poweo.

20.2 Produits constatés d'avance

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Prestations de service	6 205	6 578
Vente d'énergie	852	211
Options de vente d'énergie	9 137	
Produits constatés d'avance	16 193	6 789

En 2013, la société a vendu à un de ses clients 4 options d'achats d'énergie sur les années 2014 et 2015, les montants reçus en 2013 pour un total de 9.1 millions d'euros ont été comptabilisés en produits constatés d'avance et seront débouclés au prorata des livraisons si les options sont exercées ou lors de la réception de l'information que ces options ne seront pas exercées.

20.3 Ventilation des dettes par échéances

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit	271	271		
Emprunts et dettes financières divers	4 969	4 699	270	
Dettes financières	5 240	4 970	270	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 413	103 413		
Dettes fiscales et sociales	100 331	100 331		
Dettes sur immobilisations	45	45		
Autres dettes	19 728	9 884	9 844	
Dettes diverses	223 517	213 673	9 844	-
Produits constatés d'avance	16 193	10 298	5 895	-
Total	244 950	228 941	16 010	-

20.4 Charges à payer

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs - factures à recevoir	51 055	45 307
Dettes fiscales et sociales	6 316	6 118
Autres charges à payer	-	-
Charges à payer	57 372	51 425

Note 21. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

21.1 Engagements d'achats et de ventes d'énergie

Afin d'ajuster ses approvisionnements et couvrir les consommations de ses clients, la Société conclut des contrats fermes ou optionnels d'achats à terme et de vente à terme d'électricité et de gaz sur le marché de gré à gré ou sur un marché organisé.

Au 31 décembre 2013 les engagements résultant de ces contrats sont les suivants :

<i>Notionnels en k€</i>	31/12/2013	< 1 an	> 1an et < 5ans	> 5 ans
Engagement net sur opération électricité	252 230	75 344	175 694	1 192
Engagement net sur opération gaz	7 484	11 398	(3 914)	-
Engagement net sur opération autres	-	-	-	-

<i>Notionnels en GWh</i>	31/12/2013	< 1 an	> 1an et < 5ans	> 5 ans
Engagement net sur opération électricité	5 038	1 333	3 690	14
Engagement net sur opération gaz	426	549	(123)	-
Engagement net sur opération autres	-	-	-	-

Au 31 décembre 2012 les engagements résultant de ces contrats étaient les suivants :

<i>Notionnels en k€</i>	31/12/2012	< 1 an	> 1an et < 5ans	> 5 ans
Engagement net sur opération électricité	117 192	64 564	46 173	6 455
Engagement net sur opération gaz	(44 092)	(31 699)	(12 393)	-
Engagement net sur opération autres	-	-	-	-

<i>Notionnels en GWh</i>	31/12/2012	< 1 an	> 1an et < 5ans	> 5 ans
Engagement net sur opération électricité	1 918	1 094	746	77
Engagement net sur opération gaz	(1 719)	(1 224)	(495)	-
Engagement net sur opération autres	-	-	-	-

La juste valeur de ces instruments est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Juste valeur des opérations à terme	2 612	(9 761)
Juste valeur des options	(85)	(2 042)

21.2 Cautions et nantissements

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Garanties Bancaires sur contrats énergie forward	4 000	4 000	-	-
Garanties Bancaires sur contrats énergie long terme	37 173	37 173	-	-
Garanties Bancaires sur bail immobilier	813	-	813	-
Garanties Bancaires liées au réseau	5 913	5 913	-	-
Autres garanties bancaires	-	-	-	-
Total	47 899	47 086	813	-

Les garanties bancaires sur contrats énergie forward représentent des garanties émises envers les contreparties financières de la Société sur les achats et reventes à terme d'électricité.

Les garanties bancaires sur contrats énergie long-terme représentent des garanties émises envers les contreparties industrielles de la Société Energie concernant les contrats long-terme mis en place et qui couvrent principalement des garanties de paiements.

Les garanties bancaires liées au réseau correspondent aux cautions émises envers les responsables des réseaux de transport et de distribution d'énergie, pour couvrir le risque de défaut de la Société en tant qu'acteur sur les réseaux français.

Certaines de ces garanties bancaires sont tout ou partiellement contre garanties par des actionnaires du concert EBM, François Premier Energie et Impala pour un montant total de 8.5 millions d'euros au 31/12/2013 contre 37 millions d'euros au 31/12/2012. D'autres font l'objet de dépôts nantis par la Société pour un montant total de 0,8 millions d'euros au 31/12/2013.

21.3 Factor

L'ensemble de la facturation des clients professionnels du périmètre historique de Direct Energie est subrogée auprès d'une société d'affacturage. La position des comptes liés à l'affacturage au 31 décembre 2013 est :

- fond de garantie : Néant
- compte courant débiteur avec le factor : 29 milliers d'euros

21.4 Crédit-bail

Au 1^{er} décembre 2008, la Société a procédé à la cession de la partie mise en production de son ERP avec prise d'un crédit-bail sur le bien à partir de la date de cession au 1^{er} décembre 2008. Cette cession s'était effectuée à la valeur nette comptable d'acquisition du bien à savoir 2 730 K€ (décomposé en 129 K€ de matériels informatiques et 2 602 K€ de licences et prestations de services liés à la mise en production). D'autres cessions et prises de crédit-bail, toujours relatives à l'ERP, ont été réalisées au cours de l'année 2009. Ces cessions ont été effectuées à la valeur nette comptable d'acquisition du bien pour un montant de 1 659 K€ (décomposé en 473 K€ de matériels informatiques et 1 186 K€ de licences et prestations de services liés à la mise en production). Les contrats relatifs aux cessions de matériels informatiques sont venus à échéance en 2012, les autres seront échus au cours de l'année 2013 et 2014

Au cours de l'exercice 2013, un nouveau contrat de crédit-bail a été conclu, il concerne du matériel informatique pour un montant de 100 K€.

Le détail des engagements de crédit-bail est présenté dans le tableau suivant :

	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	2013	cumulées	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total à payer	
Matériel informatique	13	13	27	94	-	120	-
Licenses et prestations	816	4 452	29	-	-	29	-
Total	830	4 466	56	94	-	149	-

Le tableau ci-dessous présente les valeurs d'origine et les amortissements qui auraient été enregistrés, pour les contrats non échus, si les biens avaient été acquis par l'entreprise, ces amortissements sont calculés selon les modes et durées suivantes :

- Matériel informatique Linéaire 3 ans
- Licences et prestations Linéaire 5 ans

	Valeur brute	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Matériel informatique	100	12	12	88
Licenses et prestations	3 788	662	3 747	41
Total	3 888	674	3 759	129

21.5 DIF

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, ouvre, pour les salariés en contrat à durée indéterminée, un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans plafonnée à 120 heures. Au 31 décembre 2013, le volume cumulé des heures de formation correspondant aux droits acquis au titre du DIF et non utilisé s'élève à 21 219 heures.

Note 22. SITUATION FISCALE

22.1 Intégration fiscale

La Société a opté depuis le 1^{er} janvier 2008 pour le régime d'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI.

Lors de la fusion, les sociétés Direct Energie Distribution et Direct Energie Génération ont rejoint le périmètre du groupe fiscal.

Au cours de l'exercice 2013, les sociétés Posilyl et Poweo Services, membres du groupe d'intégration fiscale en 2012, ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine.

Au titre de l'exercice 2013, le périmètre d'intégration fiscale est composé de Direct Energie, société de tête du groupe fiscal intégré, et des filiales intégrées Direct Energie Distribution, Direct Energie Génération et Poweo Entreprises.

La convention d'intégration fiscale conduit les filiales du groupe fiscal à constater une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles supporteraient en l'absence d'intégration fiscale.

22.2 Allègements de la dette future d'impôt

Le taux d'impôt retenu pour le calcul de la fiscalité différée de Direct Energie est de 33% 1/3.

Situation au 31/12/2013	Base de calcul	Impôts différés	
		Actif	Passif
Déficits reportables fiscalement	401 296	133 765	-
<i>Déficits propres Poweo Direct Energie</i>	180 866	60 289	
<i>Déficits du groupe fiscal</i>	220 430	73 477	
Décalages certains	15 307	5 102	-
<i>Provision Particip. effort construction</i>	67	22	
<i>Provision Particip. salariés aux résultats</i>	234	78	
<i>Provisions non déductibles</i>	559	186	
<i>Plus values latentes sur OPCVM</i>	9	3	
<i>Provision C3S</i>	969	323	
<i>Dépréciation des créances clients</i>	13 469	4 490	
Total	416 603	138 868	-

Note 23. INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

En application des modalités du traité de fusion, les engagements de Poweo envers ses optionnaires en cours d'acquisition ont été conservés et les plans d'options de souscription d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise mis en place par Direct Energie antérieurement à la fusion ont été maintenus sans changement par la Société.

Ces plans sont dénouables en actions et l'acquisition des droits est soumise à des conditions de présence dans la société pour l'ensemble des plans.

23.1 Options de souscription d'actions

Les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions sont les suivantes :

	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre d'option initial
Plan Poweo du 20/07/2007	19/07/2017	37,87	88 850
Plan Poweo du 18/07/2008	17/07/2018	26,76	175 000
Plan Direct Energie du 12/11/2008	12/11/2013	12,83	261 906
Plan Poweo du 21/08/2009	11/07/2013	29,00	300 000
Plan Poweo du 05/11/2009	05/11/2016	23,00	153 197
Plan Direct Energie du 23/11/2009	23/11/2014	14,97	243 199
Plan Direct Energie du 06/04/2012	06/04/2019	7,48	897 965
Plan Direct Energie du 20/12/2012	20/12/2019	4,77	511 000

Le détail des mouvements sur ces plans est le suivant :

Options en circulation au 31/12/2011	1 551 120
<i>Dont options exerçables</i>	<i>1 020 704</i>
Options attribuées	897 965
Options annulées	(819 571)
Options exercées	(65 475)
Options expirées	(392 300)
Autres mouvements	-
Options en circulation au 31/12/2012	1 171 739
<i>Dont options exerçables</i>	<i>605 100</i>
Options attribuées	511 000
Options annulées	(27 052)
Options exercées	-
Options expirées	(356 123)
Autres mouvements	72 000
Options en circulation au 31/12/2013	1 371 565
<i>Dont options exerçables</i>	<i>360 625</i>

Les caractéristiques et éléments de variations concernant les plans d'options de souscription d'actions de Direct Energie repris par la société ont fait l'objet d'un ajustement du nombre d'option et du prix d'exercice selon les modalités du traité de fusion, c'est-à-dire en fonction de la parité d'échange.

23.2 Attributions d'actions gratuites

Le 20 décembre 2012, le conseil d'administration du Groupe a validé l'attribution d'un plan d'attribution d'actions gratuites. Ce plan comprend 711 000 actions gratuites dont la libération est fixée au 20 décembre 2014. Il n'y a pas eu de mouvements sur ce plan durant l'exercice 2013.

23.3 Bons de souscriptions de parts de créateur d'entreprise

Les caractéristiques des différents plans de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise encore en vigueur au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

	Date d'expiration	Prix d'exercice	Nombre d'option initial
Plan Direct Energie du 21/06/2005	27/06/2013	0,79	70 154
Plan Direct Energie du 09/09/2005	09/09/2013	2,34	168 368
Plan Direct Energie du 05/12/2005	05/12/2013	2,34	439 629

L'évolution des plans sur l'exercice se présente comme suit :

Bons en circulation au 31/12/2011	317 841
<i>Dont bons exerçables</i>	<i>317 841</i>
Bons attribués	-
Bons annulés	(79 695)
Bons exercés	(43 118)
Bons expirés	-
Bons en circulation au 31/12/2012	195 028
<i>Dont Bons exerçables</i>	<i>195 028</i>
Bons attribués	-
Bons annulés	-
Bons exercés	(195 028)
Bons expirés	-
Bons en circulation au 31/12/2013	-
<i>Dont Bons exerçables</i>	<i>-</i>

Note 24. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur des titres		% capital détenu	Capital	Autres capitaux propres	Avances consenties	Chiffres d'affaires	Résultat	Dividendes encaissés
	Brut	Provision							
Direct Energie Génération	8 500	-	100%	8 500	715	10 869	1 696	319	-
Direct Energie Distribution	2 038	-	100%	2 038	(182)	3 330	189	(165)	-
Direct Energie 2	1	-	100%	1	(2)	1	-	(0)	-
Poweo Entreprises	1 000	-	100%	1 000	2 288	(3 273)	-	(116)	-
Direct Energie EBM entreprises	550	-	50%	1 100	(1 457)	2 270	18 331	(257)	-
Direct Energie Belgium	100	-	100%	100	(16)	-	-	(16)	-
Weole	1 255	1 255	13%	541	(1 221)	-	926	(1 012)	-
Ijenko	661	-	5%	1 363	1 189	-	374	(1 304)	-

Les informations au titre des filiales et participations correspondent à celles du dernier bilan connu. En particulier, pour les sociétés Weole et Ijenko, les informations correspondent à l'exercice 2012, les données relatives à l'exercice 2013 n'étant pas disponibles.

Note 25. ELEMENTS RELATIFS AUX ENTREPRISES ET PARTIES LIEES

Les éléments relatifs aux entreprises liées et entreprises associées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Titres de participations	12 188	12 089
Créances rattachées à des participations	16 469	16 735
Créances clients et comptes rattachés	3 157	1 422
Autres créances	-	-
Emprunts et dettes financières divers	(3 273)	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(279)	(44)
Produits Intérêts des comptes courants groupe	497	648
Produits Intérêts comptes bancaires ou caution	140	100
Autres produits financiers	-	-
Dotations financières aux provisions	-	(190)

Toutes les transactions significatives effectuées par Direct Energie SA avec des parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Note 26. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Pour l'année 2013 la rémunération globale des dirigeants s'est élevée à 1.060.065 € à laquelle s'ajoutent 13.665 € d'avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Ernst & Young	332	343
Grant Thornton	-	127
Deloitte	330	352
Total Contrôle légal	662	821
Ernst & Young	6	29
Grant Thornton	-	3
Deloitte	2	-
Total Diligences directement liées	7	31
TOTAL	669	852

Note 28. COMPTES CONSOLIDES

La Société publie des comptes consolidés. Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2013 comprend 15 sociétés dont Direct Energie

Note 29. EVENEMENTS POST CLÔTURE

Néant